

## *Entre habitants des villes du monde De l'échange à la coopération active*

par **Claude Jacquier\***

*Quoi de plus normal pour les citoyens des villes, tout autour de la planète, que d'échanger entre eux et tout particulièrement sur les affaires qui les concernent au premier chef, à savoir leur quotidien dans les quartiers où ils vivent et les projets qui y sont mis en œuvre ?*

**E**t pourtant, la question de l'opportunité de tels contacts se pose, et elle est souvent «opposée» à ceux qui cherchent à tisser de telles relations d'échanges entre les citoyens des territoires urbains les plus défavorisés. En la matière, et souvent d'ailleurs seulement en de telles circonstances, l'obtention de résultats est partout exigée. Tout au long de ces années pendant lesquelles des intervenants divers (travailleurs sociaux, élus, militants associatifs, fonctionnaires, universitaires) ont organisé ce type d'échanges entre les populations des quartiers, les questions n'ont pas manqué. Des échanges, pourquoi, et d'abord, pour quoi faire ? Tout cela est-il bien utile ? Quel bénéfice pourrions-nous en retirer ?

La première réaction à de telles questions est l'étonnement, tant il apparaît nécessaire de poursuivre ces échanges en ayant à l'esprit le principe, certes un peu naïf, des jumelages de l'après-guerre, celui de rapprocher les peuples pour rendre impossible toute nouvelle conflagration meurtrière. Ces questions valent pourtant qu'on s'y arrête. Que peuvent en effet apporter des confrontations entre des réalités et des civilisations, des situations socio-urbaines, des contextes institutionnels et politiques aussi différents si ce n'est ce zeste d'étrange et d'exotique requis pour pimenter les réunions et les colloques ? Si l'on attend de ces échanges avec d'autres des réponses aux difficultés locales et un approvisionnement en modèles «prêts à l'emploi», alors il est certain que de grandes déceptions sont au bout de ce chemin.

On l'aura compris, ce n'est pas là que se trouvent les fondements des pratiques de coopération internationale dans le domaine du développement social urbain. Au-delà des approches classiques des jumelages et de leur contenu culturel, loin des échanges uniquement et basement utilitaristes, ou encore des missions de tourisme d'affaires très prisées par les édiles locaux, cette coopération à l'oeuvre se fonde sur d'autres principes.

\* *Chargé de recherche au CNRS - CERAT (IEP Grenoble), animateur d'un réseau d'échanges entre quartiers européens en crise.*

## rendre la mondialisation au peuple

Cette coopération doit tout d'abord être resituée par rapport à l'ouverture nécessaire des villes sur le monde à l'heure de l'internationalisation des marchés et de la globalisation des économies. Cette mondialisation pourrait n'être en effet que «...la manière dont les pays riches, développés et plutôt stables, organisent d'abord entre eux un nouvel espace social...» gommant les vieilles frontières étatiques mais laissant «... s'en ériger d'autres, invisibles celles-là, qui n'ont plus de supports géographiques nets, mais rejettent implacablement les régions pauvres, sous-développées ou instables au pourtour des nouvelles forteresses de prospérité» (1). Cette ouverture sur le monde peut-elle être seulement réservée aux marchandises, aux capitaux, aux flux d'informations et d'idées, ne fonctionner que dans un sens (d'un centre vers une périphérie, des dominants vers les dominés) et se refermer sur les individus (arrêt de l'immigration, limitation de l'octroi des visas, surveillance de la mobilité des forces de travail) ? Nul doute que ce thème de la libre circulation des personnes, l'un des principes de base du libéralisme économique, se heurte à la version autoritaire du libéralisme politique et au protectionnisme des Etats-providence (2).

Développer toutes les formes de coopération et d'échanges entre les populations et les praticiens vivant et travaillant dans ces territoires urbains aux «marges» de la ville, c'est d'une certaine manière rompre avec cette conception mercantile et «exclusive» de la mondialisation. C'est favoriser, sans intermédiaires, l'expression et l'échange des valeurs et des manières de faire de ceux qui n'ont pas voix au chapitre international.

Dans cette perspective, une telle coopération peut favoriser la construction de nouveaux rapports entre les diverses populations qui constituent les villes et peut aider à y édifier ce qui pourrait être appelé «l'espace des diasporas». En effet, les villes et, tout particulièrement celles des pays «post-industrialisés», sont devenues des compositions de multiples diasporas, par la diversité des immigrations qu'elles ont accueillies au fil du temps. Contrairement à ce qu'on peut en dire, ces territoires et ces populations sont loin d'être débranchés des grands flux mondialisés de marchandises, de capitaux et d'informations. Ils sont en fait branchés d'une autre manière, mais d'une manière que l'on ne sait pas voir, sur cet environnement international que d'aucuns considèrent comme menaçant.

Les échanges et la coopération internationale en matière de développement social urbain contribuent ainsi à mettre en relation des territoires urbains et des populations, très improprement qualifiés de ghettos et d'exclus. Il n'est que d'imaginer, par exemple, ce que les villes de la plupart des pays de l'Europe du nord, pays qui ont «accueilli» des immigrations en provenance des pays du pourtour méditerranéen auraient à gagner en organisant une coopération active avec les villes de ces pays-là (3). N'en est-il pas d'ailleurs de même pour les villes d'Amérique, au nord et au sud, dans leurs relations au reste du continent, et du monde ? Il y aurait, là aussi, la possibilité de renforcer des réseaux socio-économiques et culturels propres à dynamiser ces territoires urbains que l'on dit en crise, et de construire des alternatives pour une régénération urbaine qui, jusqu'alors, est restée très en retrait des espérances qu'elle a fait naître.

---

(1) **J. de Maillard**,  
«Le crime à venir.  
Vers une société fractale»,  
in *Le débat*, n° 94,  
mars-avril 1997.

---

(2) Sur la position pratique  
des pays d'Europe à ce sujet,  
cf. plusieurs des contributions  
du dossier («Demain le droit  
d'asile. De nouvelles  
frontières»), *Economie  
& Humanisme*, n° 345,  
juillet 1998.

---

(3) La réussite des quelques  
expériences qui se  
développent en un domaine  
tend à confirmer  
cette perspective. NDRL

## le développement se montre avant de se dire

Plus précisément, cette coopération peut permettre de rompre avec les prétentions de certaines approches de la revitalisation urbaine planifiées et décrétées, puis mises en oeuvre sous impulsion et contrôle des autorités étatiques. Dans de telles approches, ces autorités ont tendance à définir de manière bureaucratique leur champ de préoccupations, les initiatives à mettre en oeuvre, le territoire de leur application et la configuration des acteurs à mobiliser. Or, l'art de la régénération urbaine s'oppose à une telle logique descendante («*top down*»). Il consiste, en effet, à confectionner des projets qui soient en prise sur le milieu local dans lequel ils s'insèrent et qui soient mieux installés dans leur éco-système (villes, quartiers et communautés locales) en épousant cette dimension particulière que l'on appelle «le génie du lieu», ses caractéristiques spatiales et morphologiques, ses potentialités sociales et culturelles, en somme sa réalité anthropologique (4). En quelque sorte, la confrontation horizontale par les échanges entre villes entre en résonance avec la nature profonde de ces approches qui privilégient la construction de dynamiques bien enracinées dans leur milieu. Elle suggère une autre manière de concevoir l'élaboration des politiques de régénération urbaine dans une logique ascendante («*bottom up*») s'appuyant sur une fertilisation croisée des expériences locales et sur une hybridation des manières de faire propres à divers pays.

Tout cela suppose une élaboration des programmes au plus près du terrain, mobilisant l'initiative des acteurs locaux et surtout évitant l'imposition d'un cadre de procédures venu d'ailleurs. La nature de ces approches de régénération urbaine conduit donc à valoriser le rôle des échanges horizontaux entre expériences locales. En effet, ce qui doit faire l'objet des échanges, ce n'est pas le fonctionnement procédural vertical, mais les conditions et les modalités d'émergence des projets locaux. Un tel processus n'est pas reproductible et généralisable, il ne se laisse guère cartographier par la procédure. L'art et la manière de faire, le tour de main, qui sont à son origine, sont rétifs à la démonstration et ne se laissent approcher que dans le cadre d'une «monstration», en vraie grandeur. Donner à voir plutôt que donner du verbe, tel pourrait être le fondement essentiel des échanges, car il y a dans ces projets de régénération urbaine quelque chose qui ressemble à un compagnonnage (5), allant des rites d'initiation au chef d'oeuvre, en un processus d'imprégnation et d'appropriation lentes de l'expérience de l'autre. Le dire se tait alors devant le faire et les manières de faire (6).

### coopérer... pour soi

Voyager, aller à la rencontre de l'autre, s'imprégner de ses manières de faire met en mouvement une autre dimension de cette coopération, peut-être la plus importante, à savoir son rôle de révélateur et d'analyseur de sa propre réalité. L'échange et la coopération, si elles permettent d'accéder à une certaine connaissance des projets visités, ne constituent pas les visiteurs en experts de cette réalité découverte. En revanche, ils invitent à une relecture de leur propre réalité et induisent une autre intelligence de leurs routines. Ainsi la «crise» des Etats-providence des pays d'Europe, ou du nord en général, prend une tout autre coloration quand on la confronte à la réalité des pays du sud, non pas tant par la nuance que cette réalité peut introduire dans les plaintes des nantis, mais parce que cette réalité les oblige

---

(4) C. Jacquier, «Repenser les principes et les méthodes de la régénération urbaine», *Urbanisme*, Paris, 1998.

---

(5) Au sens des pratiques des «Compagnons du Devoir» et autres sociétés professionnelles ordonnées notamment à la formation des jeunes, formation consacrée par l'exécution d'un «chef d'oeuvre».

---

(6) M. de Certeau, *Invention du quotidien. Arts de faire*, 10/18, UGE, 1980.

---

à questionner les principes et les mécanismes de base de cet Etat-providence. Elle les invite à redécouvrir dans leurs sociétés des relations et des comportements solidaires perçus comme disparus à jamais, et qui désormais apparaissent utiles pour reconstruire la cohésion sociale.

### **Un potentiel de coopération inexploité**

En France, il est de bon ton d'incriminer les obstacles à toute innovation et même de passer son temps à se trouver de bonnes raisons pour ne pas faire. Parmi ces obstacles, le domaine législatif et réglementaire offre une mine de bonnes raisons. Et pourtant, depuis 1992, la loi autorise les collectivités territoriales à pratiquer la coopération décentralisée en signant des conventions avec les collectivités territoriales étrangères et leurs groupements dans les limites de leurs compétences.... Elles peuvent créer des groupements d'intérêt public :

- pour susciter des activités contribuant à l'élaboration et à la mise en oeuvre de politiques concertées de développement social urbain,
- pour mettre en oeuvre et gérer toutes les actions requises par des projets et programmes de coopération inter-régionale et transfrontalière intéressant des collectivités locales appartenant à des Etats membres de l'Union européenne (art. 133).

Comme bon nombre d'autres dans le domaine du développement social urbain, ce texte est resté d'une utilisation discrète.

**C.J.**

C'est un peu ce que disait Michel Marié à propos des immigrés en suggérant la notion de fonction-miroir : face à eux, nous découvrons ce que nous sommes. Ce qu'évoquait aussi, sur un mur de Québec, une inscription sous la signature de Guy Robert «... Quand je suis revenu, j'ai trouvé un tout autre pays, je l'ai du moins vu d'une façon nouvelle, c'est souvent ailleurs qu'on se trouve». L'ailleurs est aussi une route vers soi, indiquait le message. A méditer et à mettre en oeuvre d'urgence.

**Claude Jacquier**